

Normalisation des relations Turquie-Arménie : pragmatisme et éthique

mercredi 3 décembre 2008, par [Cengiz Çandar](#), [Mehmet Akkus](#)

Au lendemain de la « visite historique » d'Abdullah Gül à Erevan, Edvard Nalbantyan, le ministre des affaires étrangères arménien, avait organisé un déjeuner pour les journalistes turcs restés après le match. La veille, notre hôtel faisant face au ministère, nous avons pu observer que les bureaux de Nalbantyan étaient restés allumés tard dans la nuit.

Nous apprenions par la suite qu'Ali Babacan (*le ministre des affaires étrangères turc, NdT*) avait quitté le ministère à 2h00 pour prendre le chemin de l'aéroport.

Le haut-Karabakh au cœur des discussions

Nous assistions au point d'orgue d'un ballet diplomatique endiablé qui avait débuté par une « *diplomatie du football* ». La différence d'appréciation de la tragédie de 1915 avait gelé les relations entre la Turquie et l'Arménie. Avec ce ballet diplomatique infernal, nous étions témoins d'un dégel de ces relations. Pendant que Babacan déjeunait avec Nalbantyan, nous nous disions, nous les journalistes, pourvu que ces deux pays profitent de cette « *fenêtre historique* » pour reprendre leurs relations diplomatiques et pour ouvrir leurs postes frontières.

Lors de cette rencontre, Nalbantyan avait affiché un « *optimisme prudent* ». Il savait que le rétablissement des relations diplomatiques ainsi que l'ouverture des postes frontières étaient conditionnés aux avancés sur la question du Haut Karabakh. En fait, la question du Haut Karabakh est la seule pierre d'achoppement entre la Turquie et l'Arménie.

Les sujets qui bloquent les relations turco arméniennes ne sont ni la définition du mot « *génocide* », ni la création d'une « *commission commune d'historiens* » et le résultat de ses travaux. Le problème n'est pas non plus la modification de la Constitution arménienne, pour prendre en compte la reconnaissance par l'Arménie de ses frontières actuelles, l'abandon de ses revendications territoriales et la reconnaissance du traité de Kars de 1921, comme beaucoup le prétendent et même le croient .

L'Azerbaïdjan est le seul obstacle à la normalisation des relations turco-arméniennes. La levée de cet obstacle est conditionnée aux concessions que l'Azerbaïdjan et l'Arménie accepteront de faire sur la question du Haut Karabakh, après les élections azéris de la mi-octobre.

Hier, j'ai écouté Edvard Nalbantyan à Istanbul et je l'ai trouvé plus optimiste qu'à Erevan. Il disait « *si tout va bien, début 2009, nous devrions normaliser nos rapports, c'est-à-dire rétablir nos relations diplomatiques et ouvrir nos postes frontières* »

Qu'est-il arrivé de nouveau depuis la visite d'Abdullah Gül à Erevan début septembre et la rencontre nocturne entre Ali Babacan et Edward Nalbantyan ?

Quinze jours après leur rencontre, Babacan et Nalbantyan se sont retrouvés à New York, avec le ministre des affaires étrangères azéri, Eldar Mametyarov, ce qui constituait la première rencontre tripartite. Ils se sont rencontrés pour la troisième fois, hier à Istanbul. Entre temps, les diplomates des deux pays ont continué à dialoguer à Genève.

Mais, l'évolution la plus remarquable a eu lieu à Moscou, début novembre, avec la rencontre des présidents azéri et arménien, sous l'égide du Président Medvedev, au cours de laquelle ils ont publié une déclaration commune en cinq points pour trouver une solution négociée à la question du Haut Karabakh.

La rencontre de Saint Petersburg en juin 2008, où les dirigeants azéri et arménien s'étaient quittés satisfaits, avait rendu possible la rédaction d'un document commun « validé » pour la première fois par la Russie lors du sommet de Moscou. La Turquie qui a toujours pris soin de travailler main dans la main avec l'Azerbaïdjan voit son travail rendu plus aisé par cet accord.

Les pays du groupe de Minsk (Etats-Unis, Russie, France) qui avaient laissé en suspend la question du Haut Karabakh, se retrouveront au sommet de l'OSCE, qui se tiendra le 4 décembre prochain à Helsinki. A la différence que cette fois-ci, ils seront rejoints par les présidents et ministres des affaires étrangères azéris, arméniens et turcs. Tout accord sur le Haut Karabakh qui sortirait de ce sommet, permettrait la levée du verrou azéri à l'instauration de relations diplomatiques entre la Turquie et l'Arménie et à l'ouverture des postes frontières.

Éthique et pragmatisme

Une normalisation des relations turco arméniennes permettrait enfin, d'aborder le débat sur le « génocide », cette honte de notre histoire commune, avec sang froid et bon sens, et surtout, avec conscience.

Nombreux sont ceux qui s'arrêtent aux dégâts que pourraient occasionner sur les relations turco américaines, le vote d'une loi du Congrès américain sur le « génocide » ou bien l'emploi du terme « génocide » par le nouveau Président américain, Barack Obama, dans son allocution présidentielle du 24 avril prochain. Avec une normalisation des relations turco-arméniennes, ces craintes disparaîtraient de facto.

Il est certain que pour des raisons pragmatiques, c'est-à-dire de politique extérieure, cette normalisation est nécessaire. Mais elle est surtout nécessaire pour des raisons éthiques en offrant une chance de « *paix historique* » entre Turcs et Arméniens.

Vous pouvez appeler cela « déportation » ou bien « tragédie », vous pouvez avancer que ce n'est pas un « génocide », il n'empêche que ce qui s'est passé en 1915 entre dans la définition de « la convention des génocides », rédigée par Rafaël Lemkin et adoptée aux Nations Unies le 9 décembre 1948. Juridiquement, il n'y a pas rétroactivité des lois. La Turquie n'a donc rien à craindre de menaces de revendications territoriales.

La question est éthique d'une part, et pragmatique de l'autre, car elle offre une chance de « *paix historique* » entre Turcs et Arméniens.

De ce point de vue, la normalisation des relations turco-arméniennes est fondamentalement « pragmatique »....

Article original : [Referans](#)

Sources

Source : Referans , le 25 Novembre 2008

- Traduction pour TE : Mehmet Akkuş